

NICARAGUA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE XXIX

Prorogation de délai

Décision du 13 décembre 1995¹

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES, par Décisions en date des 26 janvier 1994² et 9 décembre 1994³, ont suspendu jusqu'au 30 juin 1995 l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 pour permettre au gouvernement nicaraguayen d'appliquer le Système tarifaire centraméricain (SAC), qui est fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé);

Considérant que le Nicaragua n'est devenu Membre de l'OMC que le 3 septembre 1995 et que, de ce fait, la dérogation, qui arrivait à expiration le 30 juin 1995, n'a pas été prorogée le 1er juillet 1995;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁴, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Nicaragua pour l'établissement d'une nouvelle Liste XXIX;

./.

¹Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

²L/7406.

³L/7600.

⁴WT/L/3 + Corr.1.

Considérant que le paragraphe 2 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Tenant compte du fait que le gouvernement nicaraguayen a présenté la documentation requise pour engager le processus de négociation⁵;

Notant que deux Membres se sont réservé le droit d'engager des négociations conformément aux dispositions de l'article XXVIII, mais qu'ils n'ont jusqu'ici présenté aucune demande à cet effet, ce qui a retardé le processus;

Considérant que, afin de mener à bien les procédures établies par la Décision du Conseil du 12 juillet 1983 pour la rectification et la renégociation des listes de concessions négociées au GATT dans le contexte du Système harmonisé et de procéder à des consultations conformément aux dispositions de l'article XXVIII, le gouvernement nicaraguayen, ayant satisfait aux prescriptions énoncées dans le Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a de nouveau demandé à être relevé, jusqu'au 30 juin 1996⁶, des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de proroger jusqu'au 30 juin 1996 le délai prévu dans la Décision du 26 janvier 1994.

⁵G/SECRET/HS/3.

⁶G/L/46.